POUR NOS SALAIRES, CONTRE LA PRÉCARITÉ, POUR UN PLAN D'URGENCE :

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 5 NOVEMBRE !

CONSTRUISONS LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Alors que gouvernement et certains médias ne parlent que des pillages en continu jusqu'à la nausée, telle une télé-poubelle relais du pouvoir, nous ne devons pas oublier que la violence c'est aussi un·e étudiant·e qui ne mange pas à sa faim, un lycée insalubre, des personnels non titulaires qui tirent le diable par la queue. La violence c'est aussi une communication mensongère sur les supposés 3000 remplaçant·es : en réalité des bouts d'heures placées ici et là et des collègues sommé·es de faire des dizaines de km pour enseigner dans une autre matière. La jeunesse a montré la voie, le 17 octobre, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisé·es. Leurs revendications sont les nôtres depuis des années et des années. **Il faut continuer à revendiquer des améliorations légitimes et urgentes, construire la grève, qui, généralisée, permettra d'arracher une augmentation des salaires et des améliorations pour notre secteur et d'infléchir les choix budgétaires ! Cela commence par être massivement en grève le 5 novembre. La grève doit être massive !**

NOUS AVONS TOUTES LES RAISONS DE NOUS MOBILISER AVEC LA JEUNESSE ET LES AUTRES SECTEURS !

Manque de moyens, manque de personnels, locaux inadaptés, fin d'année qui rime avec angoisse des heures potentiellement perdues et potentielles suppressions de postes pour la prochaine rentrée, filières fermées dans les universités, baisses dans les programmes de recherche, etc. Impossible de fermer les yeux sur ce constat sans appel : **l'École et l'Université n'ont que trop souffert de ces années de politique d'austérité et de casses des services publics.** Pour le budget 2027, le gouvernement prévoir **54 milliards d'économie** (seul le budget de la Défense serait épargné…) C'est inadmissible, il faut imposer **un plan d'urgence** pour l'École et l'Université ! Le point d'indice des fonctionnaires est gelé depuis des années, les salaires ne suffisent plus à compenser les effets de l'inflation et les plus précaires des collègues (vie scolaire, AESH, contractuel·les...) en ont plus qu'assez face à la vie chère ! Et pourtant, sous la présidence de Macron, les cours boursiers, **les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires sont en hausse record** : environ 200 milliards sont versés aux grandes entreprises sans évaluation corrélée. Alors de l'argent il y en a... dans les poches du grand patronat !



La **répression** féroce, qu'elle soit policière ou judiciaire est révoltante. Dix-sept mineurs, tous lycéens, croupissent dans les cellules infâmes du tribunal de Bobigny attendant leur comparution immédiate. La dernière annonce de Macron interdisant toute manifestation hors syndicale témoigne, encore une fois, que nos libertés sont piétinées.

ON Y VA !

Dans notre secteur, **élargissons la mobilisation** : en heure d'info syndicale, en assemblée générale, allons chercher ceux et celles qui ne sont pas encore rentrer dans la lutte. Soyons massivement en grève, aux côtés des autres secteurs, le 5 novembre ! Préparons la suite (assemblées générales, caisses de grève, etc.) pour gagner sur nos revendications : l'augmentation des salaires, un plan d'urgence pour l'École et l'Université, les revendications du mouvement lycéen, l'abandon des poursuites contre les élèves en lutte.

MOBILISONS-NOUS POUR UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE ET POUR L'UNIVERSITÉ !

- des créations massives de postes d'enseignant·es titulaires pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe ;
- des créations immédiates et massives de postes en vie scolaire, de CPE, d'AESH, de psy-EN, d'infirmier·ères, d'assistant·es de service social, de médecins scolaires, d'agent·es administratif·ives ;
- des ouvertures d'écoles et d'établissements scolaires ;
- un plan d'ampleur de rénovation du bâti scolaire ;
- le maintien et le renforcement de l'éducation prioritaire, en intégrant les lycées ;
- des moyens pour mettre en œuvre le programme EVAR/EVARS ;
- la fin de Parcoursup et de Mon Master ;
- l'abrogation des réformes Blanquer, du « choc des savoirs » et de la Transformation de la Voie Pro ;
- la fin des statuts précaires par la titularisation ;
- l'augmentation des salaires et l'indexation du point d'indice sur l'inflation, la suppression du jour de carence ;
- à moyen terme : la création de nouveaux corps de la fonction publique pour les missions de vie scolaire et celles d'aide aux élèves en situation de handicap ;
- plus de démocratie dans les établissements : plus de prise en compte de la parole lycéenne et étudiante ;
- l'annulation de l'augmentation des droits d'inscription dans le supérieur, la fin du gel des bourses étudiantes, l'augmentation massive des moyens pour les CROUS ;
- des budgets à la hauteur des besoins dans le Supérieur et la Recherche.

PARTOUT, VENT DEBOUT FACE L'AUSTÉRITÉ !

Ce n'est pas un hasard si en Grèce, en Italie, Albanie, Espagne, Portugal des mobilisations sont en cours sur les mêmes thématiques : partout ça craque et on remet en cause les politiques austéritaires. Le mouvement lycéen impulsé depuis un mois et demi est pris en référence par d'autres mouvements de la jeunesse en Europe sur les mêmes thèmes.

NOUS CONTACTER / INFOS : fede.educ.public@cnt-so.org cnt-so-education.bsky.social educ.cnt-so.org